



**HAL**  
open science

# Un parti politique au coeur de la transnationalité latino-américaine : el Movimiento al Socialismo (MAS) en Bolivie

Laurent Lacroix

## ► To cite this version:

Laurent Lacroix. Un parti politique au coeur de la transnationalité latino-américaine : el Movimiento al Socialismo (MAS) en Bolivie. Colloque international, réseau CDP - Cuenca del Plata/IPEALT, université Toulouse Le Mirail Les intégrations régionales : quelles dynamiques transfrontalières et transnationales? Les enseignements du bassin de la Plata dans le Mercosur, Jul 2004, Toulouse, France. pp.12. halshs-00684709

**HAL Id: halshs-00684709**

**<https://shs.hal.science/halshs-00684709v1>**

Submitted on 2 Apr 2012

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**« Un parti politique au cœur de la transnationalité latino-américaine :  
el Movimiento al Socialismo (MAS) en Bolivie »**

Laurent Lacroix<sup>1</sup>  
Doctorant en sociologie  
IHEAL, CREDAL - ERSIPAL

INTRODUCTION

À l'instar de tous les pays américains, la Bolivie est engagée dans un vaste mouvement d'intégration économique (ALCA, MERCOSUR, CAN) qui tend actuellement à se focaliser sur la réorganisation des marchés énergétiques. Conservant une place particulière dans la symbolique latino-américaine<sup>2</sup>, elle se situe à la croisée d'enjeux stratégiques nouveaux. Sa position géographique centrale, ses importantes réserves de gaz, son adhésion à la CAN et son statut d'associée au MERCOSUR sont autant d'éléments qui précipitent la Bolivie dans la reconfiguration politico-économique actuelle de la région.

Les discussions internationales sur la réorganisation des aires commerciales engendrent, en Bolivie, l'émergence ou la mutation d'acteurs sociaux refusant les modalités actuelles d'une intégration économique. Nous délaisserons ici le Mouvement anti-ALCA, simple réplique contestataire rencontrée un peu partout sur le continent, pour nous concentrer sur la stratégie particulière d'un parti politique qui tend vers une continentalisation et qui adhère à l'idée de constituer un (re)groupement latino-américain par le renforcement du MERCOSUR.

Le *Movimiento al Socialismo* (MAS) s'est, depuis peu et en marge de nombreux regards, largement ouvert à l'ensemble des secteurs sociaux nationaux. Devenue principale force d'opposition parlementaire en Bolivie (2002), il est parvenu à développer tout un réseau de solidarités internationales au fil des crises socio-politiques qui ont éclaté dans le pays. Le MAS agit à la croisée des mouvements sociaux et de la stratégie parlementariste en même temps qu'il développe une stratégie continentale dans sa lutte contre l'ALCA.

Tout en agissant comme un acteur social classique, le MAS a su s'imposer dans les discussions entre les grands pays latino-américains qui ont, pour la plupart, redéfini leur politique nationale et internationale. À tel point que la formation politique bolivienne reçoit le soutien des gouvernements brésilien, argentin, vénézuélien et cubain, avec lesquels il participe à la consolidation du MERCOSUR dans le cadre des négociations sur l'ALCA. Les actes de connivence sont nombreux et méritent d'être soulignés pour mieux comprendre la position historique dans laquelle se trouve actuellement la Bolivie qui assiste (et participe) au rapprochement des membres du MERCOSUR et de la CAN. La mutation électorale, puis continentale d'une organisation syndicale relève, certes de l'exceptionnel, mais doit être signalée et accueillie comme un phénomène sociologique à part entière, car elle évoque à elle seule les nouvelles orientations politiques, économiques et sociales en Amérique latine.

La dimension "transnationale" prêtée au MAS bolivien se base sur une définition simple, volontairement vague et relative du concept de transnationalité. La caractérisation se focalise ici sur les liens, les discussions et les projets entre des gouvernements sud-américains et un

---

<sup>1</sup> LaurentLacroix@netcourrier.com

<sup>2</sup> Pays le plus pauvre d'Amérique latine avec Haïti, expériences historiques de la révolution nationale de 1952 et de la réforme agraire de 1953, tentative révolutionnaire armée de Che Guevara, une des nations les plus "indiennes" du continent, instabilité politique récurrente, mobilisations contestataires quasi-permanentes, etc.

acteur socio-politique bolivien dominant l'opposition parlementaire. La nature de cette relation ne peut être définie comme internationale puisque officiellement, le MAS ne participe pas au gouvernement bolivien. De même, il est difficile de considérer la relation étudiée comme translocale puisque les projets de rapprochements politiques et économiques en cours, produisent des inter-relations entre tous les acteurs évoqués, et non pas seulement un ensemble de relations bilatérales entre le MAS et ses alliés continentaux.

*1. Quelques mises au point préalables sur le Movimiento al Socialismo bolivien*

Le MAS voit le jour en 1995 après de nombreuses tentatives historiques visant à créer un parti « paysan indigène ». La même année, le mouvement politique participe aux premières élections municipales depuis la Loi de Participation Populaire de 1994<sup>3</sup>. Il conquiert ses premières mairies dans le Chaparé (département de Cochabamba), là où il est apparu et où de nombreux producteurs de feuilles de coca se sont installés depuis la révolution nationale de 1952.

Le *Movimiento al Socialismo* (MAS) s'auto-définit comme « l'Instrument pour la Souveraineté des Peuples ». Il est devenu un large mouvement de gauche qui rassemble des intellectuels, une part croissante des organisations indigènes des Basses Terres (surtout dans le département de Santa Cruz) et paysannes/originaires des Andes<sup>4</sup>, la quasi-totalité des organisations de colonisateurs (mineurs et paysans andins migrant vers les Basses Terres à la recherche d'un lopin de terre) et une frange grandissante des dites classes moyennes urbaines. Les bases de ce parti ne sont donc plus seulement cocaleras comme cela se prétend si fréquemment. Le MAS s'est rapidement et largement ouvert, se transformant en un instrument politique alternatif pour tous les citoyens insatisfaits des partis traditionnels.

Aux élections présidentielles de 2002, le MAS surprend les analystes politiques en obtenant 20,94% des suffrages et devient la principale force de l'opposition politique en Bolivie. La formation occupe 19,8% des sièges du Parlement (27/136) et 29,6% des sièges du Sénat (8/27). Depuis, son influence et son poids n'ont fait qu'augmenter. À tel point que le président de la République actuel, Carlos Mesa, consulte régulièrement le MAS dans le but d'élaborer et de faire accepter son plan d'urgence, ce qui tend à provoquer bon nombre de polémiques et de confusions, notamment sur les thèmes de l'intégration énergétique comme la politique gazière.

Le MAS se caractérise par sa composition transectorielle et sa dimension transnationale. Évolution volontairement engendrée par ses dirigeants à partir de 2002, lorsque la distance avec les bases partisans commence à soulever des contestations et des questionnements internes susceptibles de troubler les stratégies élaborées. La transectorialité, indispensable aux objectifs électoraux du MAS a nécessité un renforcement par l'extérieur. Reconnu par les acteurs politiques et sociaux voisins, le MAS se protège de tout risque d'autodestruction. Les événements de 2003 ont permis de lier transnationalité et transectorialité.

---

<sup>3</sup> La Loi de Participation Populaire (1994), principale clé de voûte du processus de décentralisation participative, a provoqué une municipalisation du territoire national bolivien en créant 311 municipalités. Auparavant, seuls les centres urbains étaient considérés comme municipalités.

<sup>4</sup> La terminologie nationale, produite et adoptée tant par l'Etat que par les acteurs concernés, différencie les populations d'origine amérindienne des Andes (dites « paysannes » ou « originaires » et plus rarement « indigènes » selon les préférences ou stratégies identitaires) de celles des Basses Terres (dites pour la grande majorité « indigènes »).

## 2. Le renforcement des solidarités transnationales dans les crises sociales nationales

Le MAS a été l'un des acteurs principaux des deux conflits socio-politiques qui ont éclaté en février et octobre 2003 en Bolivie. Ces événements majeurs ont simultanément soulevé des inquiétudes internationales et révélé l'intensité des solidarités transnationales continentales.

La révolte de février 2003 éclate à la suite d'une décision gouvernementale qui projette d'augmenter l'impôt sur le revenu. Les secteurs les plus pauvres et la classe moyenne pressentent une ponction conséquente (le taux de prélèvement pourrait atteindre près de 10% des salaires) et voient en cette réforme fiscale, une baisse drastique programmée de leurs niveaux de vie. La quasi-totalité des secteurs sociaux et économiques refuse le plan du gouvernement et se prépare à une mobilisation générale à La Paz. Ce qui aurait pu être une énorme vague de mécontentement bascule subitement dans la violence lorsque le 12 février, une centaine de policiers se mutine en annonçant son soutien aux secteurs mobilisés. Le lendemain, lors d'une grande manifestation, des heurts éclatent entre les forces armées qui avaient été appelées pour assurer la sécurité et les policiers rebelles qui utilisent leurs armes de service. Les balles pleuvent sur les manifestants pris entre deux feux, faisant une quinzaine de morts et une soixantaine de blessés. Le pays tombe dans le chaos. Le massacre fait place aux pillages dans plusieurs villes et le 14 février donne lieu à de nouveaux affrontements augmentant le nombre de victimes à près d'une trentaine. Le gouvernement parvient rapidement à rétablir l'ordre en abandonnant son projet de réforme fiscale. Il apaise l'antagonisme profond entre policiers et militaires en arrêtant les mutins et en réunissant les états-majors de chacun des corps de sécurité.

Si ce conflit ne paraît concerner que des acteurs nationaux, il engage des personnalités étrangères sur la demande du MAS et de la section bolivienne des Droits de l'Homme. Un mois plus tard, une mission internationale contre l'impunité se rend à La Paz pour y établir une enquête. Celle-ci se compose de personnalités reconnues de tous les organismes internationaux et qui sont, pour la plupart des acteurs sociaux et politiques dans leur propre pays<sup>5</sup>. La dimension internationale du conflit de février ne s'arrête pas là. Le gouvernement bolivien doit s'expliquer devant l'organisation des États Américains (OEA) et quelques commissions d'organismes internationaux. Dans le même temps, Evo Morales, multiplie les démarches auprès de l'ONU et dénonce l'impunité persistante en juillet 2003 à Genève, espérant une pression internationale sur le gouvernement de Sánchez de Lozada et les forces armées protégées par la justice bolivienne.

En octobre 2003, la Bolivie connaît une nouvelle crise qui cette fois-ci sera plus importante encore que celle de février. Mobilisés de façon quasi-permanente depuis avril 2000<sup>6</sup>, les secteurs sociaux réagissent au projet gouvernemental d'exportation de gaz brut vers les États-Unis et le Mexique via le Chili. Le MAS rejoint tardivement les secteurs sociaux massivement

---

<sup>5</sup> La mission internationale contre l'impunité se compose de Nora Cortiñas (Mère de la Place de Mai, ligne fondatrice, Argentine), Frei José Fernández Alves (Parti Ouvrier, Brésil), José Eduardo Cardozo (député fédéral, Parti des Travailleurs, Brésil), Jorge Luis Martins (Centrale Unique des Travailleurs, Brésil), Jorge Guamán (député du parti Pachakutik, Equateur) et de Pep Valenza (journaliste brésilien).

<sup>6</sup> Au début du mois d'avril 2000, les secteurs sociaux se mobilisent contre un projet gouvernemental de privatisation de l'eau. Quelques marchés locaux sont ouverts à des multinationales dans les départements de Cochabamba, La Paz et Oruro. La dénommée « guerre de l'eau » se soldera par une soixantaine de morts dont la moitié par balles. Elle marque le début d'une alliance inter-sectorielle, intermittente et prolongée.

mobilisés et s'oppose aux plans du président Sánchez de Lozada qui, depuis quelques mois, plaide en faveur d'une intégration de la Bolivie à l'ALCA. La bipolarisation idéologique, politique et parlementaire entre le *Movimiento Nacionalista Revolucionario* (MNR) au pouvoir et le MAS dans l'opposition atteint son paroxysme avec la dénommée « guerre du gaz ».

Une nouvelle fois, La Paz vit des journées contestataires. Des manifestations massives bloquent la capitale qui commence à manquer de tout, à peine reconstruite des actes vandales de février. L'arrivée d'un convoi armé de gaz qui tente de forcer les barrages tenus par les manifestants déclenche les hostilités. En un mois, une soixantaine de personnes trouvent la mort et plus de 500 sont blessées ou mutilées. La rue demande la démission immédiate du président de la République.

Partout sur le continent, la capitulation du mandataire fait l'objet de manifestations. En Argentine, les immigrés boliviens se mobilisent, soutenus par le mouvement des *piqueteros*. Des rassemblements devant les ambassades de Bolivie sont organisés au Mexique par la militante Raquel Gutiérrez et en Equateur par la CONAIE (Confédération Nationale des Indigènes d'Equateur). Dans ce même pays, le parti politique indigène *Pachakutik* dénonce la répression des secteurs sociaux et indigènes. Le Parti Humaniste du Chili exulte en exprimant « son soutien et son admiration au peuple de Bolivie pour son courage et sa lucidité » et en qualifiant les organisations sociales, culturelles et politiques « d'exemplaires pour le continent ».

La requête prend une ampleur toute particulière lorsque certains états latino-américains expriment leurs positions. Le gouvernement cubain exulte et affirme soutenir les mouvements sociaux boliviens. Pour le vénézuélien Chávez, ces derniers ont ouvert la voie à une nouvelle dynamique continentale. L'Argentine et le Brésil envoient simultanément des délégués chargés de réinstaurer le dialogue entre le gouvernement de Sánchez de Lozada et l'opposition. Dans le même temps, les Forces Armées boliviennes retirent leur soutien au mandataire qui se retrouve bien esseulé. Quelques heures auparavant, le vice-président, Carlos Mesa prenait en effet ses distances avec le chef du gouvernement et était invité par les délégués brésiliens pour établir un dialogue bilatéral entre les deux pays, comme si Sánchez de Lozada n'était déjà plus président de la République.

Ce dernier abandonne le pouvoir le 17 octobre 2003, le jour même où débarquent les délégués brésiliens et argentins. Le déchu fuit vers les Etats-Unis qui, face à la réaction de l'armée bolivienne et des états voisins, n'ont plus d'autres choix que d'accepter sa démission. Si le nouveau président Carlos Mesa a su rassurer Washington, la crise bolivienne d'octobre est perçue comme un évènement alarmant pour les États-Unis qui assistent au rapprochement entre une des plus importante réserve de gaz d'Amérique du Sud et les membres du MERCOSUR.

Quelques jours passent avant que la section bolivienne des Droits de l'Homme, l'Alliance Continentale des Mouvements Sociaux et la plate-forme interaméricaine des Droits de l'Homme, de la Démocratie et du Développement ne se chargent une nouvelle fois d'enquêter sur les responsables de la répression. La « Mission contre l'impunité et pour la solidarité avec la Bolivie » comprend quatre membres dont un seul a participé à la

commission de mars 2003<sup>7</sup>. Cette fois-ci, les collaborateurs nationaux sont plus nombreux et la plupart fait partie du réseau de lutte contre l'ALCA en Bolivie<sup>8</sup>. La commission intervient rapidement, soit deux semaines après les événements. Les anti-néolibéraux veulent tirer profit de l'opinion mondiale pour poursuivre l'ancien président Sánchez de Lozada et porter ainsi un coup humiliant aux promoteurs de l'ALCA.

Mais l'objectif de cette mission ne s'arrête pas à la récolte de témoignages et à l'organisation d'une commission de la Vérité. Les secteurs sociaux mobilisés et la Coordination Continentale profitent de l'intérêt des médias internationaux pour afficher une solidarité entre les organisations et les mouvements sociaux latino-américains. L'occasion est trop importante pour ne pas être utilisée. La rébellion bolivienne d'octobre 2003, la « guerre du gaz » marque ce qui est qualifié de « premier grand échec de la politique états-unienne en Amérique latine au XXI<sup>e</sup> siècle ». Les secteurs sociaux boliviens et le MAS sont exaltés à travers tout le continent. Le transnational prend des formes médiatiques et symboliques. C'est dans ce climat particulier que se déroulent simultanément dans la ville de Santa Cruz de la Sierra le Sommet Ibéro-américain et la Rencontre Sociale Alternative « Sommet Social des Peuples. Vie et souveraineté » organisée par le MAS les 13,14 et 15 novembre 2003.

Durant ces trois jours, plus de 40 organisations sociales et ONGs nationales et plus de 15 000 participants se rencontrent et nourrissent les débats animés, en partie, par les acteurs sociaux étrangers comme le mouvement des *piqueteros* argentins, les Mères de la Place de Mai, le Mouvement Sans-Terre du Brésil, les associations chiliennes et paraguayennes des victimes de la dictature ou bien les féministes d'Uruguay. Les brèves apparitions d'Hugo Chávez et de Carlos Lage (représentant de la délégation cubaine) ont suscité un intérêt particulier même si ces derniers ne sont pas intervenus dans les débats. Les journées alternatives se terminent par un meeting au grand stade de Santa Cruz, le *Tahuichi*. 20 000 personnes écoutent les discours successifs des dirigeants altermondialistes. Les applaudissements font place à l'ovation lorsque Evo Morales puis le président Chávez appellent successivement à la « constitution d'une nation latino-américaine ». Plus tempéré, Carlos Lage se contente de lire un message de « son peuple qui soutient le peuple bolivien dans ses luttes ».

Le contre sommet est l'occasion d'exposer clairement l'implication et la position latino-américaniste du MAS dont le programme comprend un double objectif continental : rejeter la proposition sur l'ALCA telle qu'elle est présentée et favoriser, dans le même temps, le rapprochement de la Bolivie avec les membres du MERCOSUR afin de mieux résister à la constitution de l'ALCA et à ce qui est considéré comme une politique impérialiste nord-américaine par le MAS et ses composantes. Le premier volet de cette stratégie défensive est déjà atteint puisque au moment de cette rencontre alternative, le président de la République Sánchez de Lozada, défini comme le sbire parfait de Washington, vient de connaître les foudres de la rue récupérées puis canalisées par le MAS. La seconde phase, qui consiste à fomenteur une solidarité latino-américaine redynamisée par l'arrivée au pouvoir de Lula et Chávez est en cours.

---

<sup>7</sup> Y sont présents : Nora Cortiñas (Mère de la Place de mai, ligne fondatrice, Argentine), le révérend Valdiram Ferrera Dos Santos (Pastorale Dos Migrantes, Brésil), Alexis Ponce (président de l'Assemblée Permanente des Droits de l'Homme en Equateur et membre de la Plate-Forme Interaméricaine des Droits de l'Homme, de la Démocratie et du Développement) et Soledad Villapan (coordinatrice de l'Assemblée des Droits de l'Homme au Paraguay).

<sup>8</sup> Participant activement à aider la mission internationale : la Fondation Solón, l'Assemblée Permanente des Droits de l'Homme de Bolivie, le diocèse de El Alto, la radio Pachamama, Red-Ada, ITEI, CPM Gregoria Apaza, Asofamd, Caritas-La Paz

Mais l'activité du MAS et de son leader ne s'arrête pas à la seule organisation de la rencontre sociale alternative. Evo Morales et quelques autres cadres du parti offrent une présence quasi-permanente au Sommet Ibéro-américain et multiplient les rencontres informelles<sup>9</sup> forçant une reconnaissance « internationale » du MAS qui apparaît finalement comme un interlocuteur politique et parlementaire incontournable des altermondialistes et des organisations indigènes de Bolivie invitées à s'exprimer devant l'ensemble des dignitaires ibéro-américains.

### 3. *La continentalisation du MAS bolivien*

Les deux rencontres internationales de novembre 2003 ont participé à la mise au jour de relations entre le MAS et certains gouvernements latino-américains qui semblent avoir été jusqu'à là sous-évaluées. Les analyses d'Evo Morales sur la situation continentale et les voyages réguliers de ce dernier dans les pays voisins qui relevaient jusqu'à présent de l'anecdote constituent, semble-t-il, des éléments moins anodins lorsqu'on suppose, comme ici, que l'idée partagée par les principaux nouveaux dirigeants d'Amérique latine de renforcer le MERCOSUR en vue des négociations sur l'ALCA implique, en Bolivie, la principale force d'opposition. Cette spécificité bolivienne s'est atténuée depuis que le président Mesa occupe le pouvoir et tente de contenir, entre autres choses, l'influence nationale et internationale du MAS conquise grâce à une intensification des relations avec certains gouvernants, et qui aboutissent sur un soutien mutuel et réel pouvant brièvement se résumer ainsi :

- « *l'anti-impérialisme* » partagé avec Cuba

Depuis la « guerre du gaz » d'octobre 2003, le gouvernement cubain ne cache plus son soutien au MAS, mais se défend d'offrir quelque soutien idéologique ou financier. Si cela reste invérifiable, le parti bolivien reprend quelques idées et terminologies des expériences cubaines. Avec les principaux dirigeants sociaux de son pays, Evo Morales a, par exemple, créé un Etat Majeur du Peuple, structure de mobilisation permanente des secteurs sociaux qui intervient sporadiquement lors des conflits depuis 2002. À plusieurs reprises, le dirigeant de l'opposition bolivienne a proposé de dissoudre les forces armées qui se verraient substituées par une « Armée du Peuple » et a suggéré l'abandon du congrès national pour une « Assemblée du Peuple ».

Fidel Castro approuve les positions continentales du MAS bolivien et son projet de conformation d'un réseau régional d'opposition à l'ALCA. Le 30 octobre 2003, Evo Morales est cordialement invité à Cuba pour la XXV Assemblée du Conseil latino-américain de Sciences Sociales (clasco). Lors d'une table ronde intitulée « Mouvements Sociaux : entre la crise du néolibéralisme et le défi des alternatives », le dirigeant bolivien qualifie les plans de lutte anti-drogue comme instrument de néocolonisation et en appelle à l'unité latino-américaine pacifique pour dérouter « l'impérialisme ».

Plus récemment, le MAS réalisait son 5<sup>ème</sup> Congrès national en la présence remarquée des ambassadeurs de Cuba et de la Chine. Evo Morales promettait alors un soutien inconditionnel à Hugo Chávez et au peuple cubain. Les dirigeants du MAS affirment au monde entier et à

---

<sup>9</sup> Dont les plus remarquées sont celles réalisées avec les présidents Chávez, Kirchner, Da Silva, avec le leader *piquetero* Luis D'Elia et avec Kofi Annan.

leurs bases locales leur intention de participer à la tentative de construction d'une politique économique et stratégique latino-américaine emmenée par le Brésil, le Venezuela et l'Argentine, et approuvée par Cuba. Cette perspective internationale se focalise actuellement sur des propositions d'ordre énergétique au travers du projet PetroAmérica.

- *Relations étroites et projets partagés avec Hugo Chávez*

Selon certains latino-américanistes, Evo Morales serait fasciné par Hugo Chávez. Si cela ne fait aucun doute, il semblerait cependant que les relations entretenues entre les deux hommes outrepassent les admirations mutuelles et relèvent plus de visions politiques communes faisant l'objet d'un rapprochement.

La proximité politique et personnelle des deux hommes n'est plus à démontrer. Morales multiplie les voyages au Venezuela, plus libre, tant en mobilité qu'en disponibilité que son compère, sans responsabilité de gouvernement. À la fin du mois d'août 2003, le leader bolivien est invité au « Congrès Bolivarien des Peuples et pour la Réforme Agraire de la Révolution Bolivarienne » où il suscite l'euphorie comme à chacune de ses apparitions préparées avec soin dans ce pays. Jusqu'en octobre 2003, Evo Morales profite des tribunes vénézuéliennes pour, si besoin est, ternir l'image de président bolivien Gonzalo Sánchez de Lozada et le condamner auprès des dirigeants voisins. L'opinion, qu'elle soit nationale ou continentale, se travaille. Morales l'a bien compris et se convertit, de plein gré ou non, en un phénomène médiatique continental, devancé par les mystifications journalistiques et politiques qui s'empressent de le présenter en leader incarnant à lui seul tous les mouvements sociaux du continent, et se préparant à devenir le premier « indien » futur président de Bolivie.

Mais ce qui unit le plus fortement les deux hommes, c'est le rêve de voir un jour se créer une association latino-américaine énergétique, une sorte de consortium inter-gouvernemental, « supra-national ». L'objectif consiste en l'union des entreprises nationales du sous-continent qui ferait des hydrocarbures « une base de l'unité latino-américaine » (Morales). Cette sorte d'OPEP sud-américaine porte déjà un nom : la PetroAmérica (Chávez). Ce désir partagé, maintes fois exprimé au cours des conférences de presse et des discours politiques, recueille le soutien de la majorité des acteurs sociaux continentaux opposés à L'ALCA.

Le dessein clarifié permet d'expliquer les positions récentes du MAS et de la plupart des secteurs sociaux boliviens mobilisés depuis octobre 2003 (dont, rappelons-le le Mouvement de lutte contre l'ALCA) qui souhaitent une re-nationalisation des entreprises exploitant les hydrocarbures en Bolivie comme en Amérique latine. L'union des entreprises énergétiques (re)national(isé)es latino-américaines permettrait de faire front aux conditions politico-économiques imposées par les pays industrialisés, notamment les États-Unis.

En mai 2004, les présidents Chávez et Kirchner tentent d'accélérer la concrétisation du projet lors d'une réunion de l'Organisation Latino-américaine de l'Énergie (OLADE). Le premier est impatient d'appliquer une intention reprise aux présidents Cardoso et Caldera puis reformulée qui lui permettrait d'être plus fort dans un contexte vénézuélien particulièrement tendu; le second semble pressé de trouver des solutions à la grave crise énergétique que traverse son pays. Une mission vénézuélienne part à la rencontre du président bolivien Mesa pour le convaincre de participer au projet. De son côté, le président Kirchner demande à son homologue brésilien Lula et à l'entreprise Petrobras de se joindre au « projet associatif » et de « contribuer à l'élaboration d'une stratégie commune ». Dans le même temps, le

gouvernement argentin annonce la création d'une entreprise étatique d'énergie, la Enarsa, soutenue et détenue en partie par la PDVSA (*Petroleos de Venezuela*).

Malgré cet élan, la PetroAmérique reste au centre d'âpres négociations. L'idée de créer une structure de solidarité pour affronter les crises énergétiques et pour consolider les économies internes fait l'unanimité. Cependant, le projet est encore loin de pouvoir se réaliser. En Argentine, l'entreprise nationale d'énergie tarde à se créer. En Bolivie, le référendum sur la politique du gaz prévu pour juillet 2004 et la promulgation sans cesse repoussée de la loi sur les hydrocarbures rendent incertaine la pleine implication de ce pays dans ce projet d'association latino-américaine. De plus, les responsables de l'entreprise YPFB (*Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos*), ne se font guère d'illusions quant à la répartition décisionnelle au sein de cette coopération régionale qui, à la suite des premières discussions, octroierait un quota de pouvoir proportionnel aux réserves pétrolières des pays. Or, si la Bolivie détient des ressources en gaz non négligeables, ses réserves de pétrole sont infiniment inférieures à celles de ses voisins et alliés. Enfin, le Brésil reste très réticent face à un projet qui « ne lui paraît pas particulièrement attrayant » puisqu'il mettrait en péril l'intégrité et la compétitivité de la Petrobras en prévoyant, entre autres, la fusion des entreprises publiques énergétiques des 4 pays impliqués. Comme le soulignait récemment l'ambassadeur brésilien en Bolivie dans la presse nationale, le Brésil reste favorable à une coordination énergétique mais n'adhère pas à l'idée de fusion désirée par Chávez et Evo Morales.

Ceux qui rêvent d'une intégration régionale qui transcenderait les accords commerciaux dans le MERCOSUR ou dans la CAN et qui revendiquent la récupération stratégique de la souveraineté énergétique avant d'entrer véritablement dans les négociations sur un ALCA qu'ils jugent destructeur, devront continuer d'être patients.

- *une identification au PT de Lula*

Les relations entre les dirigeants du MAS et les organisations politiques et syndicales brésiliennes ne datent pas de l'arrivée au pouvoir de Lula. Les différentes composantes du parti bolivien entretiennent depuis longtemps déjà des relations régulières avec le Mouvement des Sans-Terres brésiliens. Les relations entre Lula et Morales restent énigmatiques, tant dans leurs origines que dans leurs contenus, et se réalisent dans une cordialité officielle solidaire, dans une « retenue » spécifique, antithétique à celle vécue entre Morales et Chávez.

Pourtant, les actes symboliques ne manquent pas. Le premier d'entre eux se réalise dès le mois de décembre 2002, lorsque que Morales est officiellement invité à la cérémonie de possession de Lula par l'ambassadeur brésilien en Bolivie. Si le bolivien ne fût pas le seul dirigeant social étranger à être convié, la démarche brésilienne a suscité une légère stupeur de la part du président bolivien de l'époque qui considère l'opposition de son pays comme « anti-démocratique ». De manière générale, il semblerait que les relations entre Sánchez de Lozada et Da Silva aient été de simple courtoisie diplomatique, truffées de gageures. La plus éloquente concerne les invitations répétées du président bolivien à son homologue brésilien pour assister à la cérémonie anniversaire de la Réforme Agraire de son pays<sup>10</sup>. L'insistance relève de la provocation dans un contexte brésilien particulier où le MST a cessé la trêve, animant la première délicatesse dans la politique intérieure de Lula. Dans tous les cas, il

---

<sup>10</sup> Cette cérémonie honore la première réforme agraire de l'histoire bolivienne (1953). Or, depuis 1996, une nouvelle législation a été mise en place par le gouvernement de Sánchez de Lozada.

semble qu'Evo Morales profite des froides relations entre les deux mandataires et obtient progressivement le soutien du président brésilien.

Cette tactique prend fin avec la démission forcée de Sánchez de Lozada en octobre 2003. Si la « guerre du gaz » ne relève pas de l'initiative première du MAS, Evo Morales incarne la rébellion et prend une dimension continentale. Pour Lula, le Sommet ibéro-américain est l'occasion d'affirmer pleinement son soutien à l'opposition bolivienne. La seule entrevue non-officielle entre le président brésilien et Evo Morales se transforme en véritable rencontre selon les informations divulguées par l'ambassadeur du Brésil en Bolivie. La réunion se conclut sur une leçon stratégique de Lula qui recommande aux dirigeants du MAS le dialogue avec le nouveau président bolivien Mesa et le renforcement des alliances nationales et continentales.

Séduit, Evo Morales projette et propose à ses bases d'unir le MAS avec le Parti des Travailleurs brésilien pour « qu'ensemble ils puissent se convertir en instruments politiques de toute l'Amérique latine, pour lutter contre les politiques nord-américaines ». Lula devient une référence et un soutien important pour l'ascension politique de Morales : « c'est comme mon grand frère, parce que nous partageons beaucoup de coïncidences dans la lutte syndicale et maintenant dans la lutte politico-électorale »<sup>11</sup>.

Les rapprochements politiques accompagnent les plans d'intégration économique élaborés par le Brésil qui ne cesse d'accroître sa demande en gaz auprès de la Bolivie et d'y augmenter ses investissements industriels. Selon la ministre brésilienne de l'Energie et des Mines, ces derniers s'élèveraient à 1 500 millions \$us en 2004. Le Brésil continue d'être le principal acquéreur de gaz bolivien puisqu'il se procure 24 des 30 millions de mètres cubes produit par jour. Cette coopération commerciale étroite a engendré l'idée d'un projet de pôle pétrochimique à la frontière des deux pays qui devrait fortement contribuer à l'intégration de la Bolivie dans le MERCOSUR.

#### - *L'Argentine comme nouvel allié*

L'arrivée au pouvoir de Néstor Kirchner en Argentine est considérée par Evo Morales comme un changement profond et positif pour deux raisons. D'abord parce que le changement de mandataire est le résultat d'une pression populaire et ensuite, parce que le nouveau président argentin semble développer une résistance aux impositions des organismes financiers internationaux et à la politique internationale des Etats-Unis d'Amérique.

Depuis l'arrivée de Kirchner, l'Argentine constituerait un nouveau terrain de solidarité pour le MAS et son leader. Les positions du nouveau président argentin envers la Bolivie commencent officiellement à partir de la « guerre du gaz » d'octobre 2003. L'envoi de délégués argentins, accompagnés d'homologues brésiliens, le jour même de la démission du président bolivien Sánchez de Lozada a déjà été évoqué et paraît significatif. Imprévisible, Kirchner provoque l'amertume de Mesa lorsqu'au dernier Sommet Ibéro-américain, il se réunit avec Evo Morales et ne se rend pas à la réunion prévue officiellement avec son homologue bolivien. La petite affaire ne dure pas. Quelques jours plus tard, les deux mandataires s'entretiennent longuement et engagent leurs pays dans la construction bilatérale d'un gazoduc, puis dans un vaste projet de commercialisation du gaz bolivien qui serait

---

<sup>11</sup> Propos reproduits dans la presse couvrant le 5<sup>ème</sup> Congrès national du MAS en décembre 2003.

exporté vers l'Argentine en pleine crise énergétique. Cette perspective fait l'objet de nombreuses discussions au sein du parti MAS dont certains députés refusent toute exportation d'hydrocarbures. Finalement, Evo Morales réussit à convaincre ses compères et le MAS accepte le principe de vente de gaz à son voisin argentin, concession qu'il refuse au Chili pour ses relations jugées étroites avec Washington. Kirchner, comme Lula, incorpore peu à peu la Bolivie dans le projet d'intégration régionale énergétique en négociant avec Mesa et en soutenant Morales. Dans ces négociations actuelles, on pourrait affirmer que le MAS co-gouverne avec Mesa dans la politique énergétique bolivienne.

Le président bolivien, contraint de sortir son pays de la crise économique, accumule les contrats de coopération avec les pays voisins qui lui promettent des relations commerciales équitables. Sans marges de manœuvre et sans positions clairement affirmées, il ne sensibilise pas politiquement les dominants du MERCOSUR. À tel point qu'en janvier 2004, Kirchner déclare officiellement son soutien à Evo Morales pour les prochaines élections présidentielles de Bolivie. Ses plus proches collaborateurs proposent même une aide à la formation de personnels administratifs et techniques pour le projet électoral du MAS. Face à cette position, les États-Unis s'inquiètent sérieusement et condamnent clairement au Sommet Extraordinaire de Monterrey (Mexique), les rapprochements désormais évidents entre Lula, Kirchner, Chávez, Castro et Morales.

#### 4. des rapprochements en questions

Le parti politique bolivien MAS recueille le soutien d'au moins cinq acteurs politiques reconnus et influents du continent se séparant en deux groupes distincts. Cuba, le secteur vénézuélien *chaviste* et le parti équatorien *Pachakutik*<sup>12</sup> appuient sans mesure l'opposition bolivienne et son leader Evo Morales soit par solidarité « ethnique », soit par solidarité « anti-impérialiste ». Les gouvernements brésiliens et argentins, quant à eux, développent une double procédure consistant à entretenir des relations économiques et politiques avec le président bolivien actuel, Carlos Mesa, qui rapprochent chaque fois plus la Bolivie des membres du MERCOSUR, tout en œuvrant pour une arrivée au pouvoir du chef de l'opposition, Evo Morales, favorable à une intégration régionale qui permettrait d'influer en faveur des pays latino-américains dans les négociations sur l'ALCA.

Depuis le Sommet Alternatif de Santa Cruz, ce dernier prétend vouloir suivre les pas de Lula, Chávez et Kirchner en alimentant mobilisations sociales et conquêtes électorales. Grâce à ces contacts permanents avec les présidents voisins dont il reçoit de nombreux conseils stratégiques, le MAS s'est renforcé de l'extérieur, privilégiant depuis 2002 sa dimension transnationale, moins exhibée mais tout aussi certaine que son influence sur la scène politico-sociale bolivienne. Jugé « viable » par les gouvernants voisins, le MAS projette de conquérir plus de la moitié des 314 mairies lors des élections municipales de décembre 2004, et assurer ainsi l'ascension croissante de son leader Evo Morales jusqu'aux présidentielles de 2007.

Mais l'annonce d'une telle victoire semble encore prématurée. Les résultats de cette stratégie dépendront de l'acceptation des secteurs sociaux nationaux quant aux prochaines positions du MAS qui risquent d'être jugées plus durement. En effet, les bases partisans dont les objectifs se focalisent sur une défense absolue des ressources nationales sont entrées dans une

---

<sup>12</sup> Structure partisane d'un des plus anciens alliés continentaux des organisations indigènes de Bolivie, la Confédération Nationale des Peuples Indigènes d'Equateur (CONAIE).

perplexité croissante face aux prises de positions des principaux dirigeants de la formation politique, favorables à l'exportation de gaz en Argentine et au Brésil. La « continentalisation » du MAS a permis d'outrepasser des divergences internes, mais elle ne les a pas éradiquées. Et l'hypothétique conquête de l'État pourrait intensifier les contradictions lors du passage d'une opposition active à une gestion du pouvoir jonché de choix cruciaux et parsemé de compromis tant nationaux qu'internationaux.

Au niveau continental, l'avenir est tout aussi imprévisible. Que seront en 2007 les gouvernements cubains et vénézuéliens qui soutiennent actuellement Evo Morales ? Quelles seront les politiques régionales du Brésil et de l'Argentine ? Qu'en sera-t-il du MERCOSUR et de l'ALCA ? L'utilisation et l'instrumentalisation du MAS par les présidents voisins restent possibles si ce n'est déjà le cas. Le parti bolivien ne serait-il pas un acteur incontournable dans le projet brésilien de renforcer le MERCOSUR ? Ne contribuerait-il pas ainsi à préparer le choc des pays les plus puissants du continent dans le cadre de l'ALCA ? Ne servirait-il pas particulièrement les intérêts actuels du Brésil et de l'Argentine en acceptant ou en encourageant la politique d'exportation de gaz brut vers ces deux pays alors qu'il a contribué à l'échec d'un projet similaire avec le Chili et les États-Unis ? Plus largement, n'assisterait-on pas à un contrôle des dirigeants sociaux du continent par ces mêmes présidents définis ou auto-définis comme régionalistes ?

L'agonie politique et économique de la Bolivie est telle, que son action internationale peut être en partie déterminée par l'ingérence des pays voisins. Le thème de l'accès à l'océan pacifique constitue un cas probant. À peine le conflit bolivien d'octobre prend fin qu'Evo Morales émet la proposition d'échanger, avec le Chili, du gaz bolivien contre un accès à la mer. Depuis le Sommet Ibéro-américain, Hugo Chávez, puis Fidel Castro réaffirment régulièrement leur soutien à la demande maritime bolivienne et accentuent l'isolement du Chili. Carlos Mesa s'est réapproprié la revendication et en a fait un objectif principal de son gouvernement. Le président bolivien apaise ainsi les pressions internes en créant momentanément un élan national, et concurrence directement Evo Morales sur la scène continentale focalisée en grande partie sur les tensions entre la Bolivie et le Chili.

## CONCLUSIONS

L'idée d'alliance latino-américaine s'est clairement précisée et intensifiée depuis quelques mois. La volonté de constituer une entité économique latino-américaine s'est confirmée avec les accords passés entre la CAN et le MERCOSUR qui prévoient une baisse conséquente, voir une disparition des taxes douanières sur un grand nombre de produits entre les membres de ces deux groupements économiques internationaux.

La Bolivie joue un rôle chaque fois plus important dans ce rapprochement. En 2003, elle devient le premier allié continental du MERCOSUR et y écoule sa production pour plus de 410 millions de \$us reléguant l'ensemble de la CAN au deuxième rang des partenaires du MERCOSUR (344 millions de \$us). Depuis, la Bolivie intensifie ses relations économiques avec l'Argentine et le Brésil. Les « accords d'intégration énergétique » qui favorisent la multiplication de contrats gaziers avec l'Argentine et augmentent les investissements brésiliens, engagent la Bolivie dans un élan continental nouveau.

La reconfiguration en cours, ou tout du moins sa tentative, dévie les regards continentaux sur une Bolivie, membre de la CAN, partenaire privilégiée du MERCOSUR, importante réserve

de gaz d'Amérique latine, où de fortes mobilisations sociales contre la « multinationalisation » des ressources naturelles revigorent certaines utopies portant l'expérience du MAS bolivien dans le champ discursif et référentiel des grands leaders du continent.

Evo Morales et son parti deviennent inévitables tant au niveau national que dans les projets économiques des puissants voisins. De par ses positions et ses actions, le MAS se pose en acteur capable d'une intégration plus prononcée de la Bolivie aux blocs économiques latino-américains. De son côté, le parti bolivien d'opposition trouve nombre de soutiens de poids qui lui permettent de renforcer son importance nationale. Contestataire et proche de certains dirigeants du MERCOSUR, le MAS inquiète les États-Unis qui expriment leurs inquiétudes lors du Sommet Extraordinaire de Monterrey consacré en grande partie à l'aide internationale pour la Bolivie.

Manipulé ou audacieux, le MAS bolivien se différencie des autres partis boliviens, voire latino-américains par sa capacité à connecter des logiques transectorielles et transnationales. Il implique ses bases locales dans une dimension continentale par une multiplication de rencontres avec des dirigeants sociaux et politiques étrangers. Finalement, il constitue un des rares parti d'opposition nationale qui entretient des relations directes avec les principaux présidents des pays voisins et qui partage, avec eux, un projet à la fois politique et économique pour l'Amérique du Sud.